



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... **• (Page 07)**

Pandémie et guerre en Ukraine

Les banques centrales en plein flou économique

Poursuivre les politiques ultra-accommodantes ou refermer le robinet au risque de casser la croissance ? Les banquiers centraux ... **• (Page 08)**

Métaux

L'aluminium et le cuivre à des sommets historiques

Les métaux continuaient de flamber, lundi, face aux ... **• (Page 08)**



Entrepreneuriat féminin

L'AFCET et l'OTR pour « une femme une identité »

• (Page 03)



Concept « Ring the Bell for Gender Equality »

• (Page 05)

BRVM ET DC/BR ont célébré la Journée internationale de la femme

Norme & qualité

Le PNUD appuie la HAUQE en matériels informatiques

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a fait un don ... **• (Page 02)**

JIF 2022

Le Togo réaffirme son engagement à promouvoir la femme

Le monde entier célèbre le 8 mars journée internationale des droits de la femme, occasion pour les autorités togolaises de ... **• (Page 04)**

Afrique & ODD

La mobilisation de financements nationaux est essentielle

Les pays africains doivent aller de l'avant en matière de financement pour améliorer leurs performances sur les Objectifs ... **• (Page 06)**

Autonomisation financière

S'il vous plait, écoutons les femmes !

Depuis la région des Savanes (nord-Togo), Collecte Nakpergou mène depuis des ... **• (Page 11)**

Cours des devises offert par

L'économiste du Togo

Devise	Euro	Dollar us	Yen japonais	Livre sterling	Franc suisse	Dollar canadien	Yuan chinois	Dirham Emirats Arabes Unis
Achat	655,957	592,250	5,130	790,250	645,250	465,500	93,500	160,750
Vente	655,957	599,250	5,190	797,250	651,250	472,500	95,250	152,250

Norme & qualité

Le PNUD appuie la HAUQE en matériels informatiques

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a fait un don d'un lot de matériels informatiques pour le compte de la Haute autorité de la qualité et de l'environnement (HAUQE).

• Joël YANCLO

La cérémonie de remise officielle dudit lot a eu lieu, le vendredi 04 mars 2022, dans le hall du « Consommer Local » du ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale, en présence du Directeur de cabinet, représentant Monsieur le Ministre du commerce, de l'industrie et de la consommation locale, du Représentant Résident Adjoint du PNUD et du Président de la HAUQE. Cet appui du PNUD s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du projet « traçabilité des chaînes de valeurs agroindustrielles », initié par le Gouvernement dont le document a été validé en novembre 2020, et va contribuer à renforcer davantage les capacités opé-



• A gauche, BOTRE Arzouma Lare, Président de la HAUQE ; au milieu MENSAH Koffi Vinyo, Directeur de cabinet du ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale; et à droite Dr Mactar FALL, Représentant Résident Adjoint du PNUD.

rationnelles de la HAUQE et ses structures techniques de la qualité. Ce geste très significatif augure de bonnes perspectives dans la mise en œuvre réussie de ce projet pour un accès facile des produits « made in Togo » aux marchés, notamment la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAf). La traçabilité des produits est un enjeu majeur pour les entre-

prises et un élément clé dans les systèmes de gestion de la production et de la qualité des processus. La mise en œuvre d'un système de traçabilité est reconnue comme étant une nécessité impérieuse pour le développement des chaînes de valeurs agro-alimentaires au Togo et un outil indispensable à la viabilité de l'activité économique du pays.



AUX DECIDEURS...

Le conflit russo-ukrainien et l'alimentation en Afrique

Il existe d'importants échanges agricoles entre les pays du continent africain et la Russie et l'Ukraine. Les pays africains ont importé de Russie des produits agricoles d'une valeur de 4 milliards de dollars américains en 2020.

Environ 90 % de ces produits étaient du blé et 6 % de l'huile de tournesol. Les principaux pays importateurs étaient l'Égypte, qui représentait près de la moitié des importations, suivie du Soudan, du Nigéria, de la Tanzanie, de l'Algérie, du Kenya et de l'Afrique du Sud.

De même, l'Ukraine a exporté pour 2,9 milliards de dollars de produits agricoles vers le continent africain en 2020. Environ 48 % de ces exportations étaient du blé, 31 % du maïs et le reste comprenait de l'huile de tournesol, de l'orge et du soja.

La Russie et l'Ukraine sont des acteurs importants sur le marché mondial des matières premières. Les deux pays sont également des acteurs notables dans le maïs, responsables d'une production combinée de maïs de 4 %. Cependant, la contribution de l'Ukraine et de la Russie est encore plus importante dans les exportations, représentant 14 % des exportations mondiales de maïs en 2020.

C'est une préoccupation pour le continent africain, importateur net de blé et d'huile de tournesol. En plus de cela, on s'inquiète de la sécheresse dans certaines régions du continent. Une perturbation des expéditions de produits de base ajouterait aux inquiétudes générales concernant l'inflation des prix alimentaires dans une région importatrice de blé.

L'ampleur de la hausse potentielle des prix mondiaux des céréales et des oléagineux dépendra de l'ampleur de la perturbation et de la durée pendant laquelle le commerce sera affecté.

Pour l'instant, cela peut être considéré comme un risque à la hausse pour les prix mondiaux des matières premières agricoles, qui sont déjà élevés. En janvier 2022, l'Indice FAO des prix des produits alimentaires était en moyenne de 136 points, en hausse de 1 % par rapport à décembre 2021, son plus haut niveau depuis avril 2011.

Les huiles végétales et les produits laitiers ont principalement soutenu les hausses.

Du point de vue de l'agriculture africaine, l'impact de la guerre se fera sentir à court terme à travers le canal mondial des prix des produits agricoles.

Une hausse des prix sera bénéfique pour les agriculteurs. Pour les producteurs de céréales et d'oléagineux, la flambée des prix représente une opportunité de gains financiers. Cela sera particulièrement bienvenu compte tenu de la hausse des coûts des engrais qui a mis à rude épreuve les finances des agriculteurs.

Le conflit russo-ukrainien signifie que la pression sur les prix va persister. Les deux pays sont les principaux contributeurs à l'approvisionnement mondial en céréales. L'impact sur les prix des

Il y a encore beaucoup de choses que l'on ignore sur les défis géopolitiques qui nous attendent. Mais pour les pays africains, il y a des raisons de s'inquiéter compte tenu de leur dépendance vis-à-vis des importations de céréales.

À court terme, les pays verront probablement l'impact par une flambée des prix, plutôt que par une véritable pénurie de produits de base. D'autres pays exportateurs de blé, comme le Canada, l'Australie et les États-Unis, devraient profiter de toute augmentation potentielle à court terme de la demande.

En fin de compte, l'objectif devrait être de désamorcer le conflit. La Russie et l'Ukraine sont profondément ancrées dans les marchés agricoles et alimentaires mondiaux. Cela passe non seulement par les approvisionnements, mais aussi par les intrants agricoles tels que l'huile et les engrais.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel		Sources
Valeur		
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés		Sources
Valeur		
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Entrepreneuriat féminin

L'AF CET et l'OTR pour « une femme une identité »

En marge de la célébration, mardi 08 mars 2022, de la Journée internationale des droits de la femme, l'Association des femmes chefs d'entreprises du Togo (AF CET) en partenariat avec l'Office togolais des recettes (OTR), a procédé au lancement du projet « une femme une identité ». Objectif, Permettre aux femmes et enfants de disposer d'Acte de naissance, de Nationalité et d'une Carte Nationale d'Identité (CNI) togolaise.

• Joël YANCLO

Sans acte d'état civil, il est difficile de bénéficier des opportunités de financement notamment de microcrédits. Pour y remédier et sortir la gente féminine de l'informel, l'Association des femmes chefs d'entreprises du Togo (AF CET) a initié le projet « une femme, une identité ». En partenariat avec l'Office togolais des recettes (OTR), cette initiative est effective depuis le mardi 08 mars 2022, date de célébration de la Journée internationale des droits de la femme. Cette initiative se réalise afin de permettre aux femmes et enfants non déclarés à l'état civil de jouir de leur droit les plus élémentaires dont celui d'être reconnu légalement. Le marché de Hanoukopé à Lomé est le point de départ de ce projet. En présence des femmes qui se sont faites enregistrer, de la directrice du marché de Hanoukopé, de la Représentante de l'OTR, principale partenaire, madame Takassi, de la Cheffe de division d'état civil central de la commune du Golfe 4 Mme TCHALO

Kagna, d'Edwige Ayowovi ATAYI, responsable du projet « une femme, une identité » au sein de l'AF CET et Valentine SAMA, président de l'Association des femmes chefs d'entreprises du Togo. Pour cette dernière « L'activité une femme, une identité comme l'a si bien étayé la responsable de ce projet Mme Atayi, renforcé par Mmes TAKASSI et Tchalo permet à la femme de vivre sa citoyenneté et son droit civique en disposant d'une carte d'identité nationale. Cette activité est en phase avec la feuille de route gouvernementale vision 2025, qui place au premier rang c'est à dire son Projet 1 : Attribution de l'identité pour tous. » Pour le projet, l'AF CET en partenariat avec les femmes de l'OTR, l'Etat civil central de Lomé et avec les commerçantes de Hanoukopé, ont jugés nécessaire de donner l'un des premiers droits de l'homme et de la femme, qui est de disposer d'une identité citoyenne lui permettant de jouir aisément de ses droits et de remplir ses devoirs. « Vous comprenez que cette convergence d'ac-



• La délégation de l'AF CET et des bénéficiaires du projet « une femme une identité »

tions permettra d'atteindre les résultats attendus, et permettra aux commerçantes d'activités génératrices de revenus de jouir de leurs droits civiques et, de même de se formaliser pour bénéficier des avantages liés à l'entrepreneuriat au Togo » a indiqué Valentine SAMA, présidente de l'AF CET.

L'AF CET bref

L'Association des femmes chefs d'entreprises du Togo (AF CET) a pour mission de renforcer l'organisation d'une solidarité afin de pouvoir participer de manière cohérente, vigoureuse et efficace au monde des affaires nationales,

régionales et internationales, d'y faire entendre sa voix et de contribuer significativement à l'accélération de la croissance socioéconomique au Togo. Elle a pour objectifs d'initier et appuyer toutes actions de plaidoyers auprès des Gouvernants (autorités politiques et administratives) afin de faire prendre davan-

tage de mesures d'inclusion pour la participation active et durable de la femme à la vie socioéconomique ; promouvoir constamment le renforcement des capacités de développement multiformes des membres par la formation et l'information afin de donner à la femme entrepreneure les outils nécessaires pour exceller durablement dans la gestion de son entreprise ; soutenir les jeunes femmes entrepreneures dans le développement de leurs activités ; communiquer sur les activités et les résultats obtenus, tout en tirant les leçons apprises ; soigner l'image de la femme entrepreneure, chef d'entreprise en interne et à l'externe ; solidifier la collaboration intersectorielle pour créer une synergie de développement avec les autres groupements de femmes entrepreneures et chefs d'entreprises ; renforcer le Partenariat Public-Privé pour contribuer à l'accélération de la croissance au niveau national.



Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)
Sources : Populationdata	
Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)
Pib/hbt :	672 Dollars US
Taux d'inflation :	1,7 (2019)
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)
Dette publique :	72% du Pib (2018)
Taux de chômage :	3,4% (2015)
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)
Notation financière :	« B » (Mai 2019)
IDH :	0,503 / 1 (2017)
Sources : Populationdata	

JIF 2022

Le Togo réaffirme son engagement à promouvoir la femme

Le monde entier célèbre le 8 mars journée internationale des droits de la femme, occasion pour les autorités togolaises de mettre en exergues les programmes et projets définis et implémentés pour la protection et la promotion de la gent féminine.

• Bernard AFAWOUBO

La femme occupe une place importante dans le développement d'un pays. Au Togo, les autorités se sont engagées ces dernières années dans une politique permettant à la femme d'être un véritable vecteur de développement économique et social. Cet engagement voulu par le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé se traduit par de nombreux programmes et projets définis et implémentés pour la protection et la promotion de la gent féminine. Le pays multiplie des initiatives pour promouvoir la femme et la jeune fille togolaise. Ce qui est d'ailleurs reconnu par les instances internationales qui ne cessent de féliciter et d'encourager à continuer dans cette lancée. Le gouvernement a récemment adopté un nouveau code des personnes et de la famille et un nouveau code pénal, aussi, le pays a adhéré à des conventions internationales tout ceci pour améliorer le cadre juridique et institutionnel donnant une place de choix à la femme et à la jeune fille togolaise. La participation citoyenne des femmes fait partie intégrante de cette politique de développement. Elle a eu pour corollaire l'évolution substantielle de la représentation des femmes dans les instances décisionnelles qui passe de 23% en 2019 à 35% en 2021.



Les femmes occupent des postes décisionnels tels que la Primature, l'Assemblée nationale, la Médiature de la République, le Secrétariat général de la Présidence de la République, le Ministère des armées, la Présidence de la Faïtière des communes et bien d'autres. Selon les données de septembre 2021 de Statista, le Togo est le premier pays au monde où le leadership féminin est le plus affirmé. Le Fonds de l'Initiative Elsie n'est pas en reste. Il a également félicité notre pays pour sa politique de promotion du genre dans le secteur de la défense et la sécurité.

Diverses mesures pour l'épanouissement de la femme

Pour favoriser l'épanouissement et l'autonomisation de la femme, plusieurs mesures sont prises parmi ces mesures

figure Fonds national de la finance inclusive (FNFI). En effet, le FNFI octroie des crédits aux femmes pour leur autonomisation sans oublier l'initiative présidentielle de réservation du quota de 25% de marchés publics aux femmes entrepreneures qui porte déjà ses fruits. En ce qui concerne la protection sociale des femmes, d'énormes efforts ont été également réalisés notamment à travers le programme Wezou, une initiative nationale d'accompagnement de la femme enceinte et du nouveau-né. A l'occasion de la journée internationale des droits de la femme du 8 mars 2022, au-delà de la célébration, c'est un rappel à plus d'engagements en faveur de la promotion et la protection de la gent féminine pour sa participation active et inclusive au processus de développement humain et durable.

Avec Togo First

Décentralisation

Agoè-Nyivé 1 va se doter d'un Plan de développement communal

La commune d'Agoè-Nyivé 1 travaille à l'élaboration de son Plan de développement communal (PDC). Un atelier a été lancé à cet effet le semaine écoulée (jeudi, 03 Mars), pour créer un cadre de formation et de sensibilisation de tous les acteurs clés et des populations de cette municipalité, en vue de se doter à terme du PDC.

Dès les premières heures de son installation, le conseil municipal a fait de l'élaboration du PDC une priorité. », a indiqué Badagbon Kossivi, premier adjoint au maire d'Agoè Nyivé 1. « Le fait pour nous de marquer l'ouverture de

notre première session de l'année 2022 par le lancement des travaux d'élaboration du PDC montre combien la mise à disposition de ce document de planification devient très urgente pour notre municipalité », a-t-il ajouté. Selon l'autorité

communale, le PDC constituera un tableau de bord, pour l'atteinte de l'objectif principal, celui de faire de la commune Agoè-Nyivé 1 une référence en matière de développement local.

Baromètres Togo

	2016	2017	2018
Investissement Direct Etranger			
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Journée internationale des droits de la femme

Participation des femmes à la vie économique du Togo

La Cheffe du gouvernement togolais Victoire Tomégah-Dogbé s'est exprimée le mardi 8 mars 2022 à l'occasion de la journée internationale des droits de la femme sur la participation de la femme à la vie économique du Togo.

• Bernard AFAWOUBO

Au Togo, le Président de la République Faure Essozimna Gnassingbé à travers sa politique de promotion de la femme, de l'équité et de l'égalité genres nomme les femmes à de grandes postes de responsabilités du pays. En cette date du 8 mars à laquelle, le monde entier célèbre la journée internationale des droits de la femme, la Cheffe du gouvernement Victoire Tomégah-Dogbé s'est exprimée sur le rôle de la femme et la nécessité de leur faire confiance pour la bonne marche des actions gouvernementales, tout ceci pour un développement inclusif et durable. Selon la Cheffe du gouvernement, Victoire Tomégah-Dogbé la forte représentation des femmes dans les instances décisionnelles, et leur pleine participation à la vie économique du Togo, témoignent l'efficacité de la politique de promotion de la femme, de l'équité et de l'égalité genres du Chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé. « Notre ambition pour un développe-



ment durable et inclusif, qui ne laisse personne de côté, ne peut être réalisée sans une participation systématique des femmes à la recherche et à la mise en œuvre de solutions. Elles sont ainsi au centre de nos interventions afin que leur autonomisation puisse véritablement leur permettre de jouer leur rôle essentiel pour la transfor-

mation de notre pays !», a indiqué la cheffe du gouvernement. « L'opportunité nous est donnée d'accomplir des choses extraordinaires avec les femmes courageuses, travailleuses, déterminées et résilientes pour la transformation de notre pays. Saisissons-la ! » a-t-elle déclaré.

Liste complète des femmes ministres

- Premier ministre, chef de gouvernement : Victoire Sidémehou DOGBE
- Ministre de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation : Mme Adjovi Lonlonyo Apedo, épouse Anakoma
- Ministre des armées : Mme Essozimna Marguerite Gnakadé
- Ministre de l'économie numérique et de la transformation digitale : Cina Lawson
- Ministre des sports et des loisirs : Médecin-Commandant Kama Lidi Kedjaka Gbessi
- Ministre du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes : Myriam Dossou D'almeida
- Ministre des travaux publics : Zouréhatou Tcha-Kondo, épouse Kassa-Traoré
- Ministre-secrétaire général de la Présidence de la République : Sandra Ablamba JOHNSON
- Ministre chargée de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel : Mme Mazama Esso Assih
- Ministre déléguée auprès du président de la République chargé de l'énergie et des mines : Mme Mawunyo Aziabile

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles



COMMUNIQUE

RING THE BELL FOR GENDER EQUALITY: LA BRVM ET DC/BR ONT CELEBRE LA JOURNEE INTERNATIONALE DE LA FEMME.

Abidjan 08 mars 2022 : La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) et le Dépositaire Central/Banque de Règlement (DC/BR) ont célébré ce 8 mars 2022, pour la 8ème fois consécutive, la Journée Internationale des Droits de la Femme, à l'instar des places boursières à travers le monde, sous le concept "Ring the Bell for Gender Equality".

Pour cette édition placée sous le thème : « *L'égalité des sexes aujourd'hui pour un avenir durable* », la BRVM et le DC/BR ont été honorés de la participation effective de Monsieur Félix ANOBLE, Ministre de la Promotion des PME, de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur informel de Côte d'Ivoire ainsi que celle de Madame Antonia NGABALA-SODONON, Représentante Résidente de l'ONU Femmes en Côte d'Ivoire.

Dr Edoh Kossi AMENOUNVE s'est dit heureux, en sa double qualité de Président de l'Association des Bourses africaines (ASEA) et de Directeur Général de la BRVM et du DC/BR, d'accueillir de valeureuses femmes pleines de talents, qui contribuent chaque jour à la transformation du continent par l'entrepreneuriat, les actions sociales, l'éducation et la santé. Pour lui, le thème retenu pour cette année, décrit bien la trajectoire à suivre pour unir le présent et le futur, en traçant des voies de l'avenir par « *la mise en œuvre aujourd'hui d'actions urgentes en étant plus attentifs aux opinions de nos mères, de nos femmes, de nos sœurs pour un avenir meilleur pour nos filles* ».

Il a saisi l'opportunité de cette célébration pour rendre un hommage appuyé à toutes les femmes africaines pour leur leadership dans nos sociétés, leurs actions au service de l'éducation des enfants et pour l'exemple qu'elles constituent pour les générations actuelles et futures d'un continent qui va de plus en plus compter dans l'évolution du monde.

Quant à madame Antonia NGABALA-SODONON, Représentante Résidente de l'ONU Femmes, elle a plaidé pour une augmentation du financement des secteurs publics et privés en faveur des micro entreprises et des PME appartenant à des femmes y compris les entreprises informelles, de manière à promouvoir des initiatives climatiques et environnementales tenant compte des questions du genre.

Monsieur le Ministre de la Promotion des PME, de l'Artisanat et de la Transformation du secteur informel de Côte d'Ivoire qui présidait la cérémonie, s'est réjoui de la célébration de la Journée Internationale des Droits de la femme à travers le concept « *Ring the Bell for Gender Equality* » qui est une sonnerie de la cloche de l'égalité, une sonnerie de la cloche pour l'égalité des genres ».

« *L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sont des facteurs essentiels pour l'atteinte d'un développement plus juste et plus équitable* » a-t-il indiqué.

La cérémonie s'est achevée par la sonnerie de la cloche de la BRVM par monsieur le Ministre Félix ANOBLE et toutes les illustres invités à la cérémonie.

Pour rappel, l'appropriation par la BRVM et le DC/BR du concept « **Ring the Bell For Gender Equality** » marque l'engagement des deux Institutions à promouvoir le genre pour un développement harmonieux du secteur financier en général, et du Marché Financier en particulier, au sein de l'UEMOA.

oOo

**Service Communication et Marketing
BRVM - DC/BR**



Afrique & ODD

La mobilisation de financements nationaux est essentielle

Les pays africains doivent aller de l'avant en matière de financement pour améliorer leurs performances sur les Objectifs de développement durable (ODD) et l'Agenda 2063 de transformation de l'Afrique. C'est ce qu'ont déclaré les panélistes lors d'une session qui discutait des progrès réalisés aux niveaux régional et sous-régional dans la mise en œuvre du Programme 2030 et de l'Agenda 2063 dans le contexte de la crise de COVID-19.

● Nicole ESSO

La session s'est tenue à l'ouverture de la huitième session du Forum régional africain sur le développement durable (ARFSD 2022) huitième session du Forum régional africain pour le développement durable (ARFSD 2022), le 3 mars à Kigali, au Rwanda. Bartholomew Armah, Directeur par intérim de la Division de la macroéconomie et de la gouvernance, à la CEA, qui a présenté les conclusions de l'édition 2020 du Rapport sur le développement durable (SDR) lors de la session, déclare que la mobilisation des ressources intérieures doit être améliorée, car la part de la dette intérieure dans le PIB a augmenté. « La dépendance à l'égard de la collecte de ressources en dehors du continent entraîne des coûts de service de la dette plus élevés en raison d'une « prime africaine » élevée - par rapport à d'autres régions. Les Droits de tirage spéciaux (DTS) d'un montant de 650 milliards récemment approuvés par le FMI fournissent une source de ressources non liées à la dette car le coût d'utilisation des DTS est relativement faible », indique-t-il. Il décrit d'autres modalités, telles que l'élargissement des assiettes fiscales et la lutte contre la corruption, le redoublement de la numérisation des économies, le renforcement du soutien aux services sociaux et la création d'un environnement politique favorable pour stimuler les investissements privés et l'innovation. « Reconstruire en mieux nécessite un financement intelligent qui peut se combiner avec nos



ressources nationales et nos financements externes. La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) nous aidera à tirer parti des initiatives de financement africaines », ajoute-t-il. Il souligne la nécessité d'investir dans les données et la capacité de suivi et d'évaluation, ainsi que l'identification des risques dans les plans de développement nationaux, notant que la mesure de la mise en œuvre des ODD et de l'Agenda 2063 devrait être basée sur des données fiables et une analyse plus approfondie. Faisant référence à la stratégie du Malawi pour mettre en œuvre les deux agendas, Thomas Munthali, Directeur général de la Commission nationale de planification du Malawi, affirme que son pays s'est concentré sur la domestication de l'Agenda 2063 et du Programme 2030 sur la base d'un alignement clair avec son Plan de développement national et la Vision 2063 du Malawi.

Soutien de la CEA

« La vision est fondée sur la création de richesse inclusive en vue de devenir une nation autonome d'ici 2063, ne laissant personne pour compte dans l'esprit de l'Agenda

2030 », dit Munthali. Le plan de mise en œuvre décennal du pays, dit-il, est également motivé par l'ambition d'atteindre la plupart des ODD, y compris ceux qui ont une incidence sur l'autonomisation des femmes qui constituent 94 % du secteur informel. Les fondements essentiels du plan sont l'éducation, la protection sociale, l'économie de marché et du travail et un environnement macroéconomique sain. Le Directeur reconnaît le dans la formation des ministères d'exécution et des commissions compétentes pour aligner les deux agendas et le Plan national de développement et souligne les besoins en capacités du pays dans le domaine de l'accès au financement. Il exhorte également les États membres africains à utiliser la Boîte à outils intégrée de planification et de rapport (IPRT) de la CEA pour soutenir l'alignement des deux agendas, « afin que le continent puisse devenir une force formidable sur la scène internationale ». L'édition 2020 du Rapport sur le développement durable en Afrique fournit une analyse complète des progrès de l'Afrique sur le Programme 2030 et l'Agenda 2063. Il note que le continent est à la traîne par rapport aux autres régions.

PME en Afrique

Deux institutions américaines vont apporter des ressources financières supplémentaires

52 % des emplois sont générés par les PME formels dans les pays en développement. Les institutions étrangères de financement du développement multiplient les initiatives en faveur de ces structures afin d'accélérer la croissance économique, notamment de l'Afrique.

La Development Finance Corporation (DFC) et l'Agence américaine pour le développement de l'Afrique (U.S. African Development Foundation) ont récemment annoncé le lancement de l'African Small Business Catalyst, un accélérateur d'entreprises qui fournira des prêts pour soutenir la croissance de PME dans quatre pays, à sa-

voir : la Côte d'Ivoire, le Nigeria, le Sénégal, et l'Ouganda, au cours de sa première année d'exercice. L'initiative qui cible des entreprises opérant dans des secteurs à fort potentiel comme l'agriculture, l'éducation, la santé et l'eau s'étendra au fil des années dans le reste des pays d'Afrique subsaharienne. Elle fait suite au lancement en février dernier, d'un pro-



gramme de financement de 5,5 milliards \$ engagés par un groupe de 20 institutions de financement de dévelop-

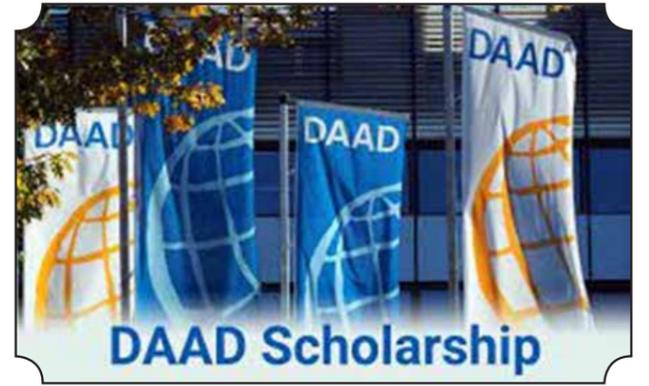
Formation

Le DAAD propose des bourses aux étudiants africains

L'Office allemand d'échanges universitaires (DAAD) propose des bourses d'études aux étudiants des pays en développement, y compris ceux d'Afrique. Grâce à ces bourses les étudiants ont la possibilité de suivre un diplôme de troisième cycle ou de maîtrise dans une université allemande reconnue par l'Etat, pour le compte de l'année académique 2023/2024.

● Nicole ESSO

Pour le compte de l'année académique 2023/2024, le DAAD a lancé un programme de bourses d'études. L'institution allemande propose une cinquantaine de parcours de formation dans plusieurs domaines de développement, à prendre dans les universités allemandes. L'Office allemand d'échanges universitaires (DAAD) propose des bourses d'études aux étudiants des pays en développement, y compris ceux d'Afrique. Les bourses offrent la possibilité de suivre un diplôme de troisième cycle ou de maîtrise dans une université allemande reconnue par l'Etat, pour le compte de l'année académique 2023/2024. Les candidats doivent être ressortissants de l'un des pays éligibles, et avoir au moins deux ans d'expérience professionnelle. Des compétences en anglais sont exigées. Pour certains cours, un niveau moyen de connaissance en allemand est requis. Les bourses sont valables pour les programmes allant de 12 à 42



mois. Il s'agit en tout, d'une cinquantaine de cours répertoriés dans divers domaines des sciences économiques, de l'agriculture et foresterie, des sciences de l'environnement, de la médecine et la santé publique, des sciences sociales et de l'éducation, du management et des médias. Les dates des candidatures et les autres exigences pour être éligibles dans un cours varient d'une université à une autre. La bourse couvre les frais de voyage, une assurance maladie, accident et responsabilité civile, et une allocation de loyer. Avec ses programmes d'études de troisième cycle axés sur le développement, le DAAD promeut la formation de spécialistes des pays en développement et des pays nouvellement industrialisés. Des

experts locaux bien formés, mis en réseau avec des partenaires internationaux, jouent un rôle important dans le développement durable de leur pays. Ils sont la meilleure garantie d'un avenir meilleur avec moins de pauvreté, plus d'éducation et de santé pour tous. Les bourses offrent aux diplômés étrangers des pays en développement et des pays nouvellement industrialisés de toutes les disciplines et ayant au moins deux ans d'expérience professionnelle la possibilité de suivre un diplôme de troisième cycle ou de maîtrise dans une université allemande reconnue par l'État ou reconnue par l'État et, dans des cas exceptionnels, de suivre un doctorat et d'obtenir un diplôme universitaire (maîtrise/doctorat) en Allemagne.



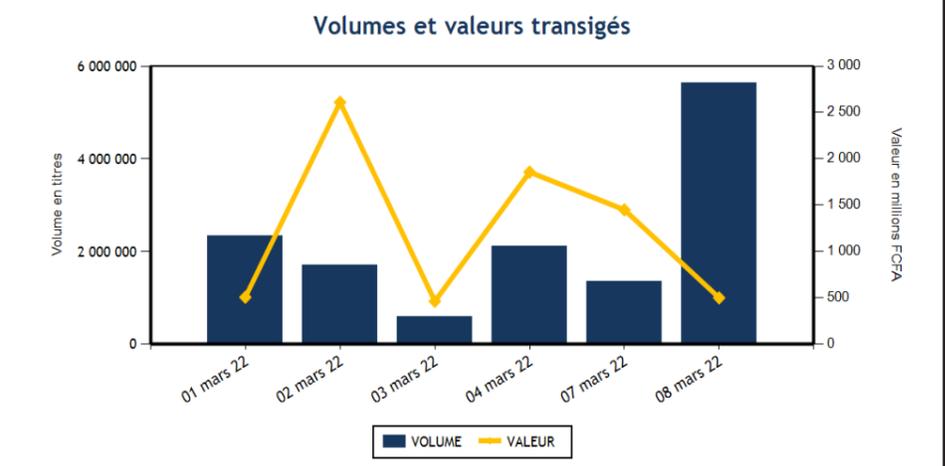
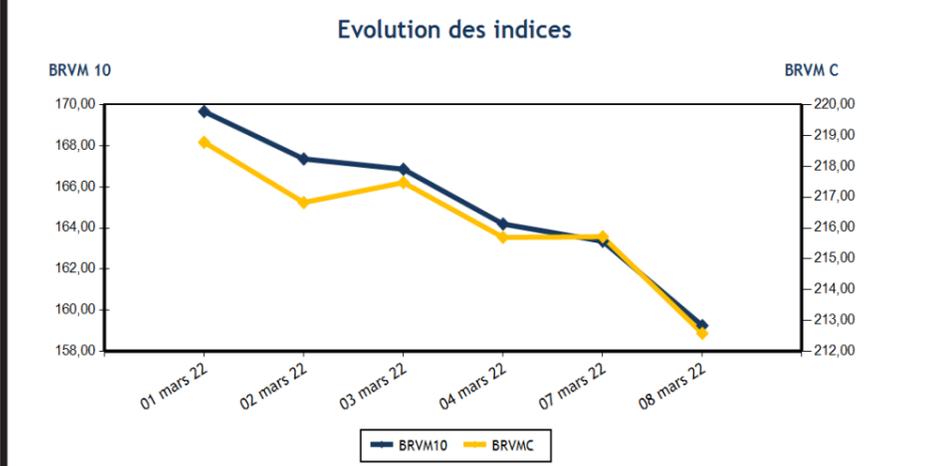
pement, dans le but de financer davantage de PME africaines, à travers des lignes de crédit. « En s'associant à l'U.S. African Development Foundation, la Development Finance Corporation sera en mesure d'atteindre des entreprises plus petites à un stade plus précoce, accélérant ainsi le développement dans les industries clés pour la croissance économique globale de

l'Afrique », a commenté Scott Nathan, directeur général de la DFC. L'African Small Business Catalyst fournira des prêts allant de 100 000 \$ à 1 million \$, complétés par une assistance technique et des subventions allant jusqu'à 100 000 \$. Cette structure offrira également un mentorat et des formations à des PME, dans l'optique de les aider à développer leur mo-

dèle commercial, renforcer leurs compétences et étendre leur portée commerciale. Les micros, petites et moyennes entreprises sont le moteur des économies émergentes et frontalières. Dans les pays en développement, les PME formelles contribuent à plus d'un tiers du produit intérieur brut, et représentent 52 % des emplois.

Avec Agence Ecofin

BRVM 10	159,25	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE N° 47 mardi 8 mars 2022 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	212,58
Variation Jour	↓ -2,52 %		Variation Jour	↓ -1,46 %
Variation annuelle	↑ 3,74 %		Variation annuelle	↑ 5,09 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 399 028 867 715	-1,46 %
Volume échangé (Actions & Droits)	5 640 777	337,39 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	484 081 760	-34,12 %
Nombre de titres transigés	41	-4,65 %
Nombre de titres en hausse	11	-38,89 %
Nombre de titres en baisse	18	5,88 %
Nombre de titres inchangés	12	50,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 499 979 206 032	-0,42 %
Volume échangé	2 028	-97,10 %
Valeur transigée (FCFA)	15 964 827	-97,77 %
Nombre de titres transigés	7	250,00 %
Nombre de titres en hausse	1	0,00 %
Nombre de titres en baisse	2	
Nombre de titres inchangés	4	300,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SETAO CI (STAC)	1 760	7,32 %	141,10 %
SAFCA CI (SAFC)	1 495	7,17 %	75,88 %
SAPH CI (SPHC)	5 390	3,75 %	3,75 %
ECOBANK COTE D'IVOIRE (ECOC)	4 650	3,33 %	-2,82 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	5 690	1,61 %	-2,82 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NEI-CEDA CI (NEIC)	700	-5,41 %	12,00 %
BOLLORE (SDSC)	2 195	-5,18 %	-14,59 %
SONATEL SN (SNTS)	15 200	-4,40 %	8,77 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	3 910	-4,40 %	-6,68 %
SOLIBRA CI (SLBC)	158 000	-4,24 %	1,28 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	113,91	-1,73 %	3,45 %	9 179	24 544 145	22,56
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	496,92	-3,41 %	10,71 %	10 575	66 683 805	8,26
BRVM - FINANCES	15	77,42	-0,30 %	0,38 %	5 576 126	286 424 525	13,81
BRVM - TRANSPORT	2	532,63	-5,10 %	-14,39 %	190	438 740	8,88
BRVM - AGRICULTURE	5	281,19	1,20 %	15,57 %	18 734	63 965 765	18,13
BRVM - DISTRIBUTION	7	431,56	-0,69 %	5,92 %	23 536	37 736 360	28,05
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	2 171,63	7,32 %	141,10 %	2 437	4 288 420	10,19
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	13,36	
Taux de rendement moyen du marché	5,48	
Taux de rentabilité moyen du marché	5,97	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	97	
Volume moyen annuel par séance	1 714 552,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 594 581 563,91	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	48,29	
Ratio moyen de satisfaction	59,16	
Ratio moyen de tendance	122,51	
Ratio moyen de couverture	81,63	
Taux de rotation moyen du marché	0,53	
Prime de risque du marché	1,58	
Nombre de SGI participantes	27	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

 CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU BENIN Avenue Charles de Gaulle Cotonou CI BP 2050 Cotonou Tél : (229) 21 31 21 20 Fax : (229) 21 31 20 77	 BURUNDI FASO Chambre de Commerce et d'Industrie du Burundi Faso BP 1002 Ouagadougou 01 Tél : (226) 25 30 87 73 Fax : (226) 25 30 87 19	 CÔTE D'IVOIRE Douane Régionale des Valeurs Mobilières Plateau, 18 Avenue Joseph ANOMA CI BP 3002 Abidjan 01 Tél : (225) 25 31 55 50 Fax : (225) 25 32 47 77	 GUINEE-BISSAU Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture et des Services de Coûte Bissau, C/R 88 Bissau TL : (246) 320 16 52 Fax : (246) 320 16 52	 MALI Immeuble SONAVEL AG 2000 Hamdallaye B.P. E. 1360 - Bamako Tél : (223) 44 90 16 10 Fax : (223) 44 90 18 11	 NIGER Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture du Niger, Place de la concordance BP 13 250 Maroua Tél : (227) 30 73 88 82 Fax : (227) 30 73 88 47	 SENEGAL 7, Rue Jean Mermoz BP 4650, Dakar - Plateau Tél : (221) 33 821 15 18 Fax : (221) 33 821 15 06	 TOGO 4801, Boulevard G. GNASSINGBE Eyadéma, Immeuble 502 Togo BP : 3062 Lomé Tél : (228) 22 41 25 16 Fax : (228) 22 28 23 41
--	--	---	--	---	--	--	--

Pandémie et guerre en Ukraine

Les banques centrales en plein flou économique

Poursuivre les politiques ultra-accommodantes ou refermer le robinet au risque de casser la croissance ? Les banquiers centraux naviguent à vue au milieu de nombreuses incertitudes.



● Le siège de la Banque centrale européenne à Francfort (All). AFP

Jusqu'à récemment, les banques centrales ne pouvaient déjà pas s'engager dans un monde post-Covid au risque de paraître trop optimistes», rappelle auprès de l'AFP William de Vijlder, économiste en chef de BNP Paribas. Mais «la situation d'aujourd'hui est beaucoup plus difficile.» La guerre en Ukraine et les sanctions économiques imposées par l'Occident ont engendré une flambée des prix du pétrole, du gaz, du blé et de nombreuses matières premières ces derniers jours, ainsi qu'une aggravation des difficultés dans les chaînes d'approvisionnement dont il est difficile aujourd'hui de mesurer les conséquences. «Les effets de la crise à court terme sont inflationnistes, mais sur la croissance c'est plus difficile à cerner et cela rend la tâche des banquiers centraux très difficile», constatent les analystes de la banque américaine Wells Fargo. C'est particulièrement le cas pour la Banque centrale européenne (BCE) à l'heure où la guerre frappe aux frontières du continent, met en péril la relation économique forte avec Moscou et fait flamber les prix de l'énergie dont les ménages et les entreprises dépendent.

Situation encore plus compliquée

«Avant la guerre, la BCE cherchait déjà à éviter de casser la reprise économique», rappelle Gregory Clayes, économiste à l'institut bruxellois Bruegel, soulignant que «la situation actuelle vient encore plus compliquer les choses.» Avant les premières bombes, l'institution de Francfort semblait prête à arrêter pro-

gressivement ses achats de dette publique cette année, puis à augmenter ses taux d'intérêt pour la première fois depuis 2011. L'invasion de l'Ukraine complique cette perspective et pourrait mener à un ajustement de la réponse à la crise jeudi au cours d'une réunion du Conseil des gouverneurs. Face à la Banque centrale américaine (Fed), la BCE «était déjà dans un rythme différent de sortie de la pandémie» de Covid-19, relève Neil Wilson, analyste pour Markets.com. «L'asymétrie avec laquelle la situation en Ukraine affecte les États-Unis et l'Europe ne fera qu'amplifier cette différence.»

Impacts sur la Suisse

L'UE est plus dépendante de la Russie que la Suisse pour le pétrole et le gaz. «Le dommage pour l'UE sera donc plus prononcé», a expliqué à «20 Minuten» Matthias Geissbühler, chef des investissements de Raiffeisen Suisse. Il se montre aussi rassurant sur le renchérissement du franc, qui est proche de la parité avec l'euro: «si l'on tient compte du taux de change réel corrigé de l'inflation, le franc ne s'est pas beaucoup apprécié.» En cause: une forte inflation à l'étranger alors qu'elle est nettement moins élevée en Suisse. La hausse des prix dans la zone euro est ainsi quasiment compensée par un franc qui s'apprécie en même temps. «Dans ce contexte inflationniste, le franc fort est moins pénalisant pour les entreprises exportatrices», explique Matthias Geissbühler. «Compte tenu des taux d'inflation élevés à l'étranger et de la stabilité du dollar, je considère que le franc est ac-

tuellement évalué de manière équitable», juge-t-il. De plus, plusieurs experts estiment que la BNS ne devrait pas relever son taux directeur (-0,75%) lors de sa prochaine réunion, fin mars.

Washington veut agir

Côté américain, la Fed mise toujours sur «une série de hausses» de taux d'intérêt dans le sillage d'un premier relèvement en mars, a redit jeudi son président Jerome Powell. D'après lui, il est «trop tôt» pour dire si la guerre modifiera les choses. «C'est plus facile» pour la Fed, juge Gregory Clayes car celle-ci jouit d'une croissance forte, d'un quasi plein-emploi et d'une forte inflation liée davantage à la demande des Américains qu'à la hausse des prix de l'énergie, contrairement à l'Europe. Par ailleurs, «la hausse des salaires est plus manifeste aux États-Unis qu'en Europe», rappelle William de Vijlder, et risquerait d'alimenter la hausse des prix, déjà au plus haut depuis quarante ans. Face à une inflation au plus haut depuis trente ans et à la crainte de voir les hausses de salaires l'accélérer, la Banque d'Angleterre a de son côté déjà augmenté ses taux par deux fois, désormais à 0,5%. Soumise à une très faible inflation depuis des années, le Japon est l'un des rares grands pays à maintenir une politique ultra-accommodante, ne parvenant toujours pas à ses objectifs d'inflation: les prix devraient stagner pour 2021/22 et l'inflation atteindre 1,1% en 2023/24, d'après les prévisions de la Banque du Japon.

(afp/dob/reg)

L'éco en bref

En France, le prix du diesel a pris 14 centimes le litre en moyenne

Le prix du diesel (gazole) s'est envolé de plus de 14 centimes le litre en moyenne la semaine dernière en France, dans le sillage des cours du pétrole. Ce lundi, le litre de diesel valait ainsi 1,8831 euro en moyenne (+14,16 centimes sur une semaine) et celui de super SP 95 1,8889 euro (+7,56 centimes), selon les données hebdomadaires du ministère français de la Transition écologique. Avant le début de l'invasion russe en Ukraine, les prix à la pompe étaient déjà orientés à la hausse et battaient des records depuis des semaines, sur fond de reprise économique mondiale et d'extractions de pétrole toujours limitées des grands pays producteurs. Mais l'offensive russe a poussé les cours du brut à des sommets. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord a frôlé les 140 dollars dimanche soir, proche de son record absolu de 147,50 dollars, datant de juillet 2008.



Le gaz européen s'enflamme

Le prix du gaz naturel a atteint un nouveau record historique sur le marché européen, alors que des sanctions sur l'énergie russe sont discutées par les États-Unis et l'Union européenne. La crainte de perturbations des exportations en provenance de Russie, qui fournit 40% des importations de gaz européen, faisait grimper la référence du marché en Europe, le TTF néerlandais, à un nouveau record, à 345 euros le mégawattheure (MWh). Vers 10h05, il gagnait 45%, à 280 euros.

L'hôtellerie suisse se porte bien mieux

L'hôtellerie suisse a enregistré 2,2 millions de nuitées en janvier 2022, ce qui correspond à une hausse de 71,3% ou de 908'000 nuitées par rapport à la même période de l'année précédente, selon une étude statistique publiée ce jour par l'Office fédéral de la Statistique (OFS). Les visiteurs étrangers affichent 797'000 nuitées (+162,8% / +494'000). Les hôtes indigènes génèrent 1,4 millions de nuitées (+42,7% / +414'000).

L'aluminium et le cuivre à des sommets historiques

Les métaux continuaient de flamber, lundi, face aux répercussions de la guerre russo-ukrainienne, l'aluminium dépassant pour la première fois la barre des 4000 dollars la tonne, tandis que le cuivre a atteint un nouveau plus haut historique. Vers 8h10 en Suisse, la tonne d'aluminium pour livraison dans trois mois a culminé à 4026,50 dollars sur le marché londonien des métaux de base (London Metal Exchange, LME). La tonne de cuivre avait atteint quelques heures plus tôt un sommet historique à 10'845 dollars.

Le prix de l'once d'or dépasse les 2000 dollars

L'or a dépassé les 2000 dollars dans les échanges asiatiques lundi matin, les investisseurs se réfugiant dans cette valeur face aux craintes de l'impact de la guerre en Ukraine sur l'économie mondiale. Le métal précieux a atteint un pic de 2000,86 dollars l'once, son plus haut niveau depuis septembre 2020. Les traders se sont précipités sur cette valeur-refuge alors que l'invasion de l'Ukraine par la Russie malmène les Bourses mondiales et fait flamber le pétrole à des prix inégalés depuis près de 14 ans, ajoutant une pression à la hausse à une inflation déjà élevée.

La Guyane accuse le coup après le départ du personnel spatial russe

Le 26 février, en réaction aux sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la Russie après l'invasion de l'Ukraine, l'agence spatiale russe Roscosmos a suspendu ses lancements Soyuz depuis le département français de la Guyane et rappelé ses techniciens. «J'ai beaucoup de craintes pour l'avenir», reconnaît François Ringuet, maire de Kourou. «Il ne s'agit plus d'un retrait temporaire, d'un retard sur un tir comme on pouvait l'imaginer. Aujourd'hui, l'avion Antonov qui transportait les pièces d'Ariane a été détruit, l'usine de Dnipro, en Ukraine, qui construit des pièces pour la fusée Vega, aurait été bombardée, donc les impacts sont multiples.» Dans cette ville de près de 30'000 habitants, selon lui, le spatial représente de «9000 à 10'000 emplois directs et indirects». Il est donc incontestablement l'atout économique n°1. A l'échelle de la Guyane – où la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté –, le secteur représente 10% des emplois et 15% de la création de richesse.

Message de la Coordinatrice Nationale de WANEP-TOGO sur le 8 mars

S'il existe un 8 mars, c'est qu'il a existé des femmes entre autre que Clara Zetkin...

De son histoire on peut tirer beaucoup de leçons pour une meilleure promotion des droits des femmes et des filles

A la lecture de son parcours qu'est ce qui t'a inspiré ?

Le 8 mars, on ne le dira jamais assez, ce n'est pas une fête mais une journée de réflexion et de prise de résolution !

Plus de respect, plus de justice, plus de considération, plus d'opportunité de renforcement de capacité, plus d'autonomie financière, plus d'épanouissement surtout émotionnel, plus de promotion voilà en quoi nous devons nous engager, hommes comme femmes ..

Comme le dirait quelqu'un le 8 mars, c'est les droits des femmes chaque jour

Non aux discriminations à l'égard des femmes sur tous les plans !

Non aux propos et regards sexistes !

Non aux violences sur toutes leur forme à l'endroit des femmes !

Non aux manipulations et trafic d'influence sur les femmes et les filles !

Non à l'exploitation des femmes et des filles !

Non à la maltraitance des femmes et des filles !

Non aux abus de pouvoirs !

Non aux lois et textes réduisant les droits des femmes !

Le 8 mars commence chez soi à la maison, pour se rendre à l'école, au bureau, dans l'entreprise, dans les milieux divers et dans la société pour chasser aux instances décisionnelles !

Le 8 mars interpelle et appelle à un mode de vie sensible au respect des droits des femmes et des filles tous les jours

Le 8 mars c'est aussi une remise en cause par les femmes pour un meilleur positionnement !

Le 8 mars c'est le bilan – c'est des perspectives pour des sociétés plus inclusives !

Le 8 mars c'est un appel et un devoir moral de faire que les femmes et les filles de son entourage, et d'autres contrées jouissent de leurs droits

C'est tout simplement une question d'humanité !

Bonne journée de réflexion et de prise d'initiative pour que les droits des femmes avancent d'un pas là où tu te trouve !

Au fond, tu es une partie de la solution aux droits des femmes et des filles!

Célébrons le 8 mars autrement en changeant notre perception, notre langage, notre regard, nos décisions, nos textes et lois pour un meilleur vivre des femmes et des filles ici et ailleurs

Le 8 mars c'est l'avenir de ta fille, de ta sœur, de ta nièce, de ta tante, de ta mère, de ta belle mère, de ta grand mere, et de toi meme!

Le 8 mars c'est la réflexion et l'action pour les droits des femmes et des filles!

Da-do Nora Noviekou, Coordinatrice Nationale

HOROSCOPE finance

Bélier Bons influx astraux. Vous aurez du punch à revendre et vous saurez prendre des décisions rapides, en tranchant dans le vif s'il le faut. Ce sera surtout le moment de vous attaquer aux problèmes financiers compliqués.

Taureau Une question d'argent vous tracasse ? Ne laissez pas la peur de manquer envahir votre château intérieur. Ayez moins de besoins et des envies plus modestes. "Réduites desirs et tu augmenteras ta santé" (proverbe espagnol).

Gémeaux Vous qui rêvez toujours de gagner au Loto, vous devrez vous contenter de ce que votre travail vous rapporte. Ne vous plaignez pas : si les astres ne vous promettent aucun coup de chance exceptionnel, ils ne vous menacent pas non plus d'une quelconque catastrophe. Alors, même si vous êtes obligé de vérifier l'état de votre compte en banque avant de satisfaire vos envies actuelles d'achats, gardez le sourire en pensant à tous ceux qui ont moins que vous.

Cancer Évitez les opérations financières trop risquées. Vous manquerez d'objectivité, et vous aurez tendance à vouloir brûler les étapes. Autant d'éléments jouant en votre défaveur et qui pourraient vous valoir de sérieux déboires.

Lion Financièrement, vous pourriez connaître des moments difficiles. Mais Mercure en bel aspect vous donnera le don de passer par le chas de l'aiguille et de redresser les situations les plus compromises. Il n'y aura donc pas de danger d'une catastrophe. Mais ce ne sera pas une raison pour se laisser commettre des imprudences !

Vierge Ne succombez pas à la tentation de l'argent facile ! Sous l'impulsion de Mars mal aspecté, beaucoup d'entre vous vont certainement se laisser entortiller par les attrape-nigauds en tous genres, tandis que beaucoup d'autres se lanceront dans les placements mirobolants en se croyant prévoyants. Pour l'instant, les astres ne semblent pas vouloir vous consentir une chance, même minime, de gagner votre pain sans sueur à votre front. Et puis, ce n'est jamais quand on en a vraiment besoin que la chance nous sourit.

Balance Vous faites aujourd'hui partie des natifs qui auront le vent en poupe financièrement. Remerciez-en Mercure, la planète de la chance, qui formera des aspects très positifs. Ce sera le moment de prendre votre revanche sur les journées passées, durant lesquelles vous avez dû compter davantage sur vous-même que sur la Providence. Jouez donc à un jeu de hasard quelconque, mais n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

Scorpion Le climat astral de la journée inclinera à prendre des risques financiers pas toujours bien calculés. Méfiez-vous du jeu et des investissements spéculatifs. Encore une fois, sachez que le capital n'est pas forcément le facteur essentiel de la réussite de ce que vous voulez entreprendre ; vos projets ont encore plus besoin d'idées et surtout de sens de l'organisation.

Sagittaire Dans le domaine matériel, vous serez peu disposé à vous montrer raisonnable. Il le faudra, pourtant, sinon vous serez confronté à de gros soucis d'argent. Sans aller jusqu'à vous serrer la ceinture, essayez, au moins, de limiter les dépenses superflues. De plus, ne vous laissez pas entraîner dans des opérations financières hasardeuses.

Capricorne La bonne planète Saturne vous conseillera de ne pas prêter de l'argent. Si vous ne pouvez l'éviter, prenez au moins toutes les garanties nécessaires pour pouvoir récupérer votre dû dans les délais convenus. Il ne s'agira pas de vous méfier de la bonne foi de votre obligé, mais simplement de prévenir les défaillances qu'il pourrait éventuellement connaître malgré lui.

Verseau Côté finances, vous ne garderez pas les deux pieds dans le même sabot. Et, si vous évitez de prendre des risques excessifs, vous pourrez faire fructifier vos ressources.

Poissons Grâce à la présente configuration astrale, vous pourrez équilibrer votre budget, voire même améliorer vos revenus, à condition d'avoir la tête sur les épaules et de ne prendre aucun risque. Vous manquerez en effet par moments de lucidité ou, tout simplement, vous n'aurez pas tous les éléments en main pour faire les bons choix ; seule la prudence sera donc payante.

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Email : leconomistetogo@gmail.com

Site web : www.leconomistedutogo.com

REC N°0602/11/12/19/HAAC

Adresse : AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)

Tél : 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

Komlan KPATIDE
(+228 90 05 05 08)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Eyram AKAKPO
Bernard AFAWOUBO

Nicole ESSO
Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM
Kodji GATOR JOE

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Gérard DAMAWOU

Saisir les opportunités de la Zone de libre-échange continentale africaine pour les femmes africaines

À l'approche de la Journée internationale de la femme,
la FAO appelle à l'inclusion délibérée des femmes commerçantes dans la ZLECAF.

Article d'opinion par Abebe Haile-Gabriel
Sous-directeur général et représentant régional pour l'Afrique
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Le 8 mars est marqué dans le monde entier comme la Journée internationale de la femme. Pour de nombreuses femmes en Afrique, y compris celles du secteur agroalimentaire, ce ne sera qu'un jour de plus où des barrières invisibles les empêcheront de réaliser leur véritable potentiel.

À l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, nous pensons que l'inclusion et l'équité sont essentielles pour parvenir à une transformation efficace, inclusive, résiliente et durable des systèmes agroalimentaires, et que cet objectif ne peut être atteint sans tenir compte du rôle central joué par les femmes dans le secteur, notamment dans les marchés agricoles, le commerce et le développement des chaînes de valeur.

La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) est une opportunité majeure pour stimuler la croissance économique, réduire la pauvreté et élargir l'inclusion économique. Nous devons saisir cette opportunité pour l'égalité des sexes également. Le marché de l'agriculture et de l'agroalimentaire en Afrique connaît une expansion rapide, les marchés alimentaires étant estimés à USD 1 000 milliards d'ici à 2030, selon la Banque mondiale. Cela représente un immense potentiel pour l'Afrique de stimuler le commerce alimentaire et non alimentaire sur le continent et de renforcer la sécurité alimentaire et la résilience pour tous.

La ZLECAF a ouvert d'immenses nouvelles opportunités de marché et de commerce pour capitaliser sur ce potentiel. L'accord, signé par 54 États membres de l'Union africaine et couvrant un marché de 1,3 milliard de personnes, établit la plus grande zone de libre-échange mesurée par le nombre de pays participants.

L'accord crée un marché unique régional visant à renforcer le commerce intra-africain, à faciliter les investissements, à améliorer l'intégration économique continentale et à stimuler la compétitivité de ses pays membres tant sur le continent que sur le marché mondial.

Toutefois, ce potentiel ne peut être réalisé sans donner aux femmes les moyens de participer pleinement à la ZLECAF.

Les femmes sont essentielles au développement agricole de l'Afrique

Les femmes ont joué et continuent de jouer un rôle crucial dans l'agriculture de la région. Elles contribuent de manière significative à la production, la transformation et la commercialisation des aliments, à la sécurité alimentaire et à la nutrition des ménages, à la gestion des ressources naturelles et à la conservation de la biodiversité face au changement climatique. En reconnaissance du rôle des femmes, le thème de la Journée internationale de la femme de cette année est axé sur l'importance de l'égalité des sexes pour la durabilité.

En Afrique, les femmes sont présentes tout au long des chaînes de valeur agroalimentaires. Elles sont productrices, commerçantes et entrepreneurs agricoles et ont tout à gagner des nouvelles opportunités offertes par la ZLECAF.

Parmi les nombreux avantages que les femmes peuvent tirer du commerce dans le cadre de la ZLECAF, on peut citer : la progression dans la chaîne de valeur, la mise à profit des réseaux d'associations de femmes, la modernisation de leurs entreprises et l'accès à de nouveaux marchés et à de nouvelles opportunités d'investissement.

Le déploiement de la ZLECAF présente également des risques potentiels pour les femmes commerçantes, qu'il convient d'aborder. En créant de nouveaux marchés formels et réglementés, la ZLECAF entraînera un changement structurel dans la manière dont certaines activités économiques et entreprises sont menées en Afrique.

Actuellement, 85 pour cent de l'activité économique en Afrique est réalisée dans le secteur informel où les femmes représentent près de 90 % de la main-d'œuvre informelle. En outre, au moins 30 à 40 pour cent du commerce interrégional total de la région est composé d'échanges transfrontaliers informels, dont l'écrasante majorité, environ 60 à 70 pour cent, est le fait de femmes propriétaires de micro, petites et moyennes entreprises.

En raison de cette concentration de femmes dans le secteur informel, la formalisation des pratiques commerciales et la création de nouveaux marchés formels réglementés catalysés par la ZLECAF peuvent potentiellement entraver l'accès des femmes commerçantes aux nouvelles opportunités de marché, d'investissement et d'affaires que la zone de libre-échange promet.

En fait, les défis spécifiques auxquels sont confrontées les femmes et l'importance de les cibler explicitement pour les inclure ont été soulignés dans le Cadre de l'Union africaine pour la dynamisation du commerce intra-africain des produits et services agricoles, un guide destiné aux responsables politiques et aux décideurs, produit en collaboration avec la FAO.

Le genre doit être pris en compte dans le déploiement de la ZLECAF

Alors que les femmes africaines sont surreprésentées dans le commerce transfrontalier, leurs besoins et défis spécifiques ne sont pas suffisamment pris en compte dans les cadres de politique commerciale nationaux et régionaux pertinents.

Il existe un risque que la neutralité de l'environnement politique actuel en matière de



● Abebe Haile-Gabriel, Sous-directeur général et représentant régional pour l'Afrique, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

genre soit exacerbée par les nouveaux cadres commerciaux qui seront élaborés dans le cadre de la ZLECAF.

La sauvegarde visant à minimiser, voire à éviter, ce risque imminent consiste à prendre intentionnellement en compte les dimensions de genre dans la mise en œuvre de l'accord.

L'équipe de la FAO en Afrique chargée des questions de genre entreprend une série d'études, de collaborations et d'activités de terrain pour comprendre et partager pleinement la dimension de genre de l'environnement commercial régional africain et pour soutenir l'intégration de la dimension de genre dans le déploiement de la ZLECAF,

Un récent événement de deux jours organisé par la FAO en Afrique, en collaboration avec le Réseau des femmes africaines de l'agrobusiness (AWAN AFRIKA) et le Centre des Nations unies pour le commerce international, a permis d'explorer plus avant les différentes perspectives et actions nécessaires pour assurer un déploiement efficace de la ZLECAF qui favorise l'égalité et l'équité pour tous les acteurs.

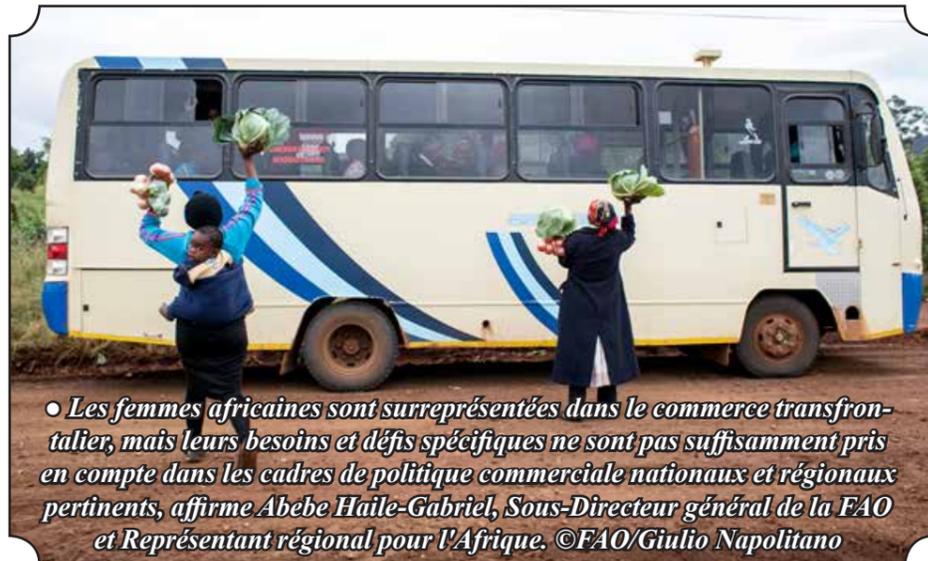
Tous s'accordent à dire qu'une action décisive est nécessaire à tous les niveaux : infranational, national et régional, et qu'elle requiert l'implication et la coopération de toutes les parties prenantes concernées, qu'il s'agisse de groupes de femmes, de ministères, d'organismes régionaux, du secteur privé ou de partenaires du développement.

À l'occasion de la Journée internationale de la femme et chaque jour, la FAO défend l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes pour un avenir durable et meilleur. Nous sommes prêts à travailler avec tous les partenaires pour que cette ambition se concrétise dans le déploiement de la ZLECAF.

FIN

Pull quote - Citation

"À l'occasion de la Journée internationale de la femme et chaque jour, la FAO défend l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes pour un avenir durable et meilleur. Nous sommes prêts à travailler avec tous les partenaires pour que cette ambition s'incarne dans le déploiement de l'AfCFTA." - Abebe Haile-Gabriel, Sous-Directeur général de la FAO et Représentant régional pour l'Afrique.



● Les femmes africaines sont surreprésentées dans le commerce transfrontalier, mais leurs besoins et défis spécifiques ne sont pas suffisamment pris en compte dans les cadres de politique commerciale nationaux et régionaux pertinents, affirme Abebe Haile-Gabriel, Sous-Directeur général de la FAO et Représentant régional pour l'Afrique. ©FAO/Giulio Napolitano

Autonomisation financière**S'il vous plaît, écoutons les femmes !**

Depuis la région des Savanes (nord-Togo), Collecte Nakpergou mène depuis des années un noble combat pour l'autonomisation financière de la femme rurale.

Elle est un modèle dans sa région. Productrice du riz, du maïs, mais aussi éleveuse de porcs, Mme Nakpergou est également la vice-présidente de la coordination togolaise des organisations paysannes et de producteurs agricoles (CTOP). Une mission remplie avec rigueur et efficacité, ce qui justifie encore plus sa proximité avec les femmes rurales. Elle se bat pour leur plein épanouissement et demande à avoir plus d'écoute des pouvoirs publics. Pour elle, l'autonomisation financière de la femme en milieu rural est un principe non négociable et tout le monde devrait contribuer à aider la femme à s'assumer financièrement. "Là où la femme rurale a pu avoir des moyens, elle est d'abord respectée et sa voix compte", lance-t-elle sans complexe. "Cette expérience, nous l'avons faite. Quand pour certaines choses la femme n'a pas besoin de demander à quelqu'un avant de pouvoir le faire, dans le foyer tu as ton mot à dire, et dans la société, ta voix compte aussi", poursuit Mme Collecte. Elle souligne que son combat est de soutenir les femmes à mener des acti-



● **Collecte Nakpergou encourage l'autonomisation financière de la femme (image DR)**

vités génératrices de revenus et à se mettre ensemble pour rechercher des marchés pour la vente groupée des produits agricoles. "Tout ceci pour que la femme en milieu rural puisse avoir des moyens afin d'être plus ou moins indépendante financièrement", souligne la vice-présidente de la CTOP.

Besoin d'écoute

Elles sont pour la plupart du temps très peu écoutées, et pourtant, elles représentent 56,4% des actifs agricoles. Beaucoup se trompent sur ce qu'elles sont et même ce qu'elles sont capables de faire. En milieu rural, les femmes se battent, travaillent et sont très engagées dans tout ce qu'elles font.

Il faut juste un autre regard sur cette femme qui se bat chaque jour pour créer le bien-être dans sa famille et dans toute sa communauté. L'utile selon Mme Collecte serait de subventionner les petites unités de transformation des femmes et aider les femmes rurales à trouver un marché pour leurs produits agricoles. "C'est une façon non seulement d'encourager cette femme entrepreneure mais aussi de booster la consommation locale", soutient-elle. Elle déplore le fait qu'aujourd'hui, les subventions de l'Etat se font rares en lieu et place des crédits à des taux trop élevés (18%). "On ne refuse pas le crédit, mais n'oublions pas qu'aucun pays n'a pu développer son agriculture, ni ses industries surtout en ce qui concerne l'alimentation sans les subventions", lance Collecte Nakpergou à agridigitale.net à l'occasion de cette journée internationale de la femme. Elle invite les pouvoirs publics à avoir une oreille attentive aux préoccupations des femmes agricultrices et transformatrices car affirme-t-elle, "nous avons l'impression de ne plus être écouté".

Avec agridigitale.net



● **Collecte Nakpergou intervenant dans une émission radio**

Coopération**Faure Gnassingbé reçoit un envoyé spécial du roi d'Arabie Saoudite**

Le Chef de l'Etat togolais Faure Essozimna Gnassingbé a échangé le lundi 7 mars 2022 avec une délégation du Royaume d'Arabie Saoudite conduite par Ahmed Bin Abdul Aziz Kattan, Conseiller à la Cour royale porteur d'un message de Salmane Ben Abdelaziz Al Saoud, roi d'Arabie Saoudite.

● **Bernard AFAWOUBO**

Les relations de partenariat que le Togo et le Royaume d'Arabie Saoudite entretiennent se renforcent au fil des jours. Le lundi 7 mars dernier, une délégation du Royaume d'Arabie Saoudite conduite par Ahmed Bin Abdul Aziz Kattan a été reçu par le Président de la République Faure Essozimna Gnassingbé. Au cours de cette audience à lui accorder par le Chef de l'Etat togolais, Ahmed Bin Abdul Aziz Kattan a transmis le message de sa Majesté Salmane Ben Abdelaziz Al Saoud au Chef de l'Etat. Cette coopération entre les deux pays est marquée ces dernières semaines



par des rencontres diplomatiques et des visites de travail des délégations du Fonds saoudien de développement (FSD) à Lomé ainsi que l'engagement de Riyad à accompagner notre pays dans la mise en œuvre de la Feuille de route gouvernementale 2020-2025.

A propos du Royaume d'Arabie Saoudite

L'Arabie saoudite est un pays désertique qui inclut la majeure partie de la péninsule arabique. Il est bordé par la mer Rouge et le golfe Persique (Arabique). Berceau de l'Islam, le pays comprend les 2 mosquées les plus sacrées de cette religion : la Masjid al-Harâm, à La Mecque, destination du pèlerinage annuel du hadj, et l'Al-Masjid Al-Nabawi, à Médine, où repose le prophète Mohammed. Riyad, la capitale, est une métropole dotée de nombreux gratte-ciel.

**Real-PSG****Modric et Ancelotti comptent sur Camavinga**

Alors que Casemiro est suspendu et que Toni Kroos est incertain, Eduardo Camavinga pourrait bien avoir du temps de jeu mercredi face au Paris SG (8e de finale retour de Ligue des Champions).

Le milieu de terrain international tricolore a en tout cas toute la confiance de son entraîneur au Real Madrid Carlo Ancelotti. «Il traverse un bon moment de forme, j'ai totalement confiance en lui, qu'il démarre le match ou qu'il entre en jeu», a lâché le technicien italien en conférence de presse. Quelques instants avant lui, Luka Modric avait, lui aussi, évoqué l'ancien Rennais. «Edu a fait un grand match contre le Real, il est



encore jeune, il doit continuer comme ça, il faut être patient avec lui, il a de la personnalité, il est fort, il n'a pas peur, il doit continuer comme ça. Nous, les joueurs les plus expérimentés, on est

là pour l'aider, lui donner des conseils. Il doit continuer ce qu'il fait. Je ne suis pas étonné de son match vu comment il s'entraîne. Il a un grand avenir, il a tout pour être une pièce importante pour le Real dans l'avenir et peut même l'être dès aujourd'hui. Il faut simplement qu'il apprenne, qu'il grandisse et qu'il aide le Real», a-t-il lancé. N'en jetez plus !

Avec footmercato.net

Baromètres Togo**Principaux pays partenaires**

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance

Lancement du livre « Commodity Exchanges: Concepts, Tools and Guidelines » et table ronde de haut niveau sur « Les bourses de matières premières et leur rôle économique »

Book Launch Commodity Exchanges



Friday, March 25, 2022



Issouf Soumaré
Université Laval



Victor Murinde
SOAS University of London



Edoh Amenounvé
BRVM



Mama Keita
UNECA (East Africa Office in Rwanda)



Bangaly Maty
Électricité de Guinée (EDG)



James Eaves
Université Laval



Le vendredi 25 mars 2022 (de 13h à 15h GMT) aura lieu simultanément à **Québec, Londres, Abidjan et Kigali**, le lancement du livre « **Commodity Exchanges : Concepts, Tools and Guidelines** » récemment publié par le professeur Issouf Soumaré de FSA ULaval, suivi d'un panel de discussion de haut niveau sur le rôle des bourses de matières premières dans le développement économique.

Le panel de haut niveau sera composé de : **Prof. Victor Murinde**, Directeur du Centre for Global Finance à SOAS University of London, **Prof. James Eaves**, Professeur titulaire à FSA ULaval, **Dr. Edoh Amenounvé**, Directeur Général de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) et du Dépositaire Central/Banque de Règlement (Afrique de l'Ouest), **Dr. Mama Keita**, Directrice du Bureau Afrique de l'est de la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies, **M. Bangaly Maty**, Directeur Général de Électricité de Guinée, et **Prof. Issouf Soumaré**, Directeur du Laboratoire d'ingénierie financière de l'Université Laval.

Au cours de la table ronde, ce panel de haut niveau discutera du rôle des bourses de matières premières dans le développement économique des pays émergents. Ils échangeront sur la conception optimale de telles bourses et leur opérationnalisation, ainsi que sur leur rôle dans l'ajout de valeur à la chaîne de valeur des produits de base. Les experts partageront leurs idées et leurs expériences dans l'établissement et l'exploitation de bourses de matières premières dans les économies développées et les marchés émergents.

L'évènement est coorganisé par le Laboratoire d'ingénierie financière de l'Université Laval, FSA ULaval, le Centre for Global Finance de SOAS University of London, la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) (Afrique de l'Ouest), le Bureau Afrique de l'est de la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies.

FONI 2022

FORUM INTERNATIONAL DE L'INTERMÉDIATION
DU NUMÉRIQUE ET DE L'INNOVATION

INTERNATIONAL FORUM FOR INTERMEDIATION
DIGITAL AND INNOVATION

Du 28 au 29 Avril 2022
à l'Hôtel 2 Février à Lomé au Togo

foni.afrikcreances.com

